

# A NOUVEAU SUR « LA GANGRENE

La demande de notre camarade Roux, de faire la clarté sur le traitement réservé aux prisonniers politiques en Algérie, en s'en rapportant à une Commission d'enquête internationale, d'autorité incontestable, le gouvernement algérien n'a pas répondu. Nous nous y attendions. Mais Houari Boumedienne vient de donner une interview au Nouvel observateur dans laquelle il s'efforce :

1° d'admirer les directions des partis communistes en reprenant ses calomnies antitrotskystes ;

2° de dissimuler la réalité de la répression en Algérie, en parlant de celle exercée par... Ben Bella, dont nous avons dit ce que nous pensions à l'époque, et dont nous reparlerons quand Ben Bella aura lui-même la parole, mais dont il n'est pas inutile de rappeler pour l'instant qu'elle s'exerçait, au moins essentiellement, à l'encontre de contre-révolutionnaires armés, tel les hommes de Chaabani et de Aït Ahmed, alors que Boumedienne réprime une opposition soulevée contre son putsch militaire qui a violé la Constitution et jeté au secret, sans garanties élémentaires, le chef de l'Etat porté au pouvoir par un vote de masse.

Relevons ici seulement les principaux mensonges à notre encontre, les accusations gratuites et aussi les omissions de Houari Boumedienne :

1° Le mode d'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a jamais comporté un secrétaire général, mais un secrétariat dont tous les membres sont paires. M. Raptis a cessé d'être membre de ce secrétariat en mai 1964.

2° Les premiers arrêtés européens d'Alger appartenaient à divers groupes ou organisations, et certains à aucune. Deux seulement étaient liés à Michel Raptis. Aucune liaison organisationnelle ne les réunissait tous. L'affirmation de Houari Boumedienne

## Albert ROUX fournit des noms

Le 21 septembre, le commissaire, chef de la P.R.G. d'Alger, « s'étonnait » quand mon épouse faisait état des sévices que j'avais subis. Quelques instants après le départ de ma femme, ledit commissaire, qui doit se nommer Khediri si j'en crois la signature portée sur mon arrêté d'expulsion, me faisait venir dans son bureau pour, à nouveau, « s'étonner » que j'aie pu prétendre avoir été torturé par des hommes de son service. Je lui ai relaté les sévices subis. Je lui ai décrit les hommes qui les avaient exercés.

Or, je viens d'entendre Arnaud Hafid Spire, au cours d'un exposé à la Maison des Journalistes, déclarer formellement que ce même commissaire avait assisté à des sévices exercés sur sa propre personne et, au surplus, avait, en sa présence, téléphoné à Ahmed Draria, haut personnage de l'appareil policier, pour savoir s'il fallait « continuer ».

Après mon transfert à la Sécurité Militaire, les fonctionnaires de ce service — qui n'avaient pas mis en doute les tortures pratiquées sur moi et dont les traces étaient d'ailleurs encore visibles — m'avaient annoncé qu'une information serait ouverte contre les policiers tortionnaires et que des sanctions seraient prises.

Or, quand j'ai quitté la Sécurité Militaire, c'est à ces mêmes policiers tortionnaires qu'on m'a remis. Jusque à mon départ d'Alger, je les ai vus évoluer dans le service ; ils n'avaient pas précisément l'air d'avoir été sanctionnés.

Alors qu'elle est cette honteuse comédie qui se joue à Alger ?

Faut-il imaginer un Boumedienne donnant l'ordre de continuer d'appliquer la « question » à un Arnaud Spire ou un Albert Roux et se précipitant ensuite pour aller parler au reporter d'El Ahram, le grand journal égyptien, des « arrestations et tortures » ordonnées... par Ben Bella ?

Et quel rôle faut-il supposer dans tout cela à un Bachir Boumaza, l'auteur de la Gangrène, ou à un Dr Taleb, dont les déclarations contre la torture ne datent pas de plus de quatre mois ?

27 octobre 1965.

P.S. — Un certain nombre d'expulsés d'Algérie se trouvant dans une situation matérielle difficile, le Comité d'aide aux victimes de la répression, que préside depuis 1960 le professeur Laurent Schwartz, s'efforce de leur venir en aide. Les souscriptions sont recueillies au C.C.P. PARIS 150-17-42 L. Schwartz, 37, rue Pierre-Nicolas, Paris (V<sup>e</sup>).

selon laquelle il s'agit d'un réseau de subversion est un pur mensonge que nous le mettons au défi de prouver. Nos camarades ne cessaient pas en Algérie d'être des militants organisés, mais Boumedienne refuserait-il aux étrangers sur le sol algérien, le droit fondamental reconnu aux Algériens en France, et sans lequel la dignité humaine est bafouée.

3° Il est faux que les arrestations aient été immédiatement rendues publiques. Le gouvernement algérien n'en a parlé et n'a donné des noms qu'après que les familles indirectement prévenues aient alerté les autorités françaises et l'opinion.

4° Houari Boumedienne se dérobe devant la question posée sur les tortures après avoir dit « parlons-en ». Il n'ose pas confirmer le démenti donné par son ambassadeur en France, Reda Malek, aux affirmations de nos camarades et amis, concernant les tortures qui leur ont été infligées.

5° Houari Boumedienne qui porte tous ses coups contre les révolutionnaires, n'a pas assez d'éloges pour de Gaulle, et la coopération avec la France. Il est vrai que la mollesse du gouvernement français à l'égard du problème de ses ressortissants arrêtés et maintenus au secret est remarquable.

## Exécutrice des

L'équipe Boumedienne-Boumaza-Buteflika est complètement démasquée devant le mouvement ouvrier mondial révolutionnaire. Les dirigeants chinois eux-mêmes, qui s'étaient empêtrés dans le soutien des thermidorien algériens, semblent comprendre leur méprise et esquissent une savante marche-arrière. En revanche, les trois « B » ont gagné l'amitié des bureaucrates corrompus et des valets stipendiés des pays de « l'indépendance accordée » et les faveurs des impérialistes eux-mêmes, de Gaulle en tête.

En dehors de ce dernier, ils n'ont trouvé en France qu'une alliance dont ils semblent faire grand cas (ils y consacrent une page tout entière de *Révolution africaine*) celle de Michèle Mestre et de son bulletin *Le Communiste* qui se prétend sans rire, organe de « l'opposition révolutionnaire du Parti communiste français ».

Qu'est-ce que sont cette femme et cet organe qui se font témoins de moralité des putschistes du 19 juin, déclarent sans rire qu'il n'y a pas d'anticommunisme à Alger aujourd'hui, mais amalgame la politique coloniale du PCF et la lutte anticolonialiste des trotskystes, trouvent que Simone Minguet a eu bien de la chance de n'être pas torturée « lorsqu'elle participait à l'organisation de la subversion » (sic) et considèrent que c'est « spéculer sur l'horreur » que de publier comment on torture sous le règne d'hommes qui ont

été hier victimes eux-mêmes de « la question ».

Michèle Mestre appartient à une espèce, heureusement assez rare : celle des anciens trotskystes devenus stalinien. Comme tous les spécimens de cette variété, elle cache soigneusement son passé ; mais, exception à la règle, elle voudrait en profiter tout de même et se targue aujourd'hui d'une expérience de la répression nazie, qu'elle a affronté sous notre drapeau au cours d'une activité terne mais honorable, et en tire argument pour nier que nos camarades aient été torturés (ainsi que quantité d'autres) ce qui a fait l'objet de constats médicaux en Algérie et en France.

Certes une telle femme était toute désignée pour le rôle qu'elle entreprend de jouer à la solde des Boumedienne et Co. Les zig-zag de son groupe n'ont eu qu'une constante : tâcher de se faire adopter par une bureaucratie d'Etat à force d'outrance dans les causes les plus malodorantes. Elle était thorzéenne contre la déstalinisation, mais elle applaudissait à la répression de l'Octobre hongrois par Khrouchchev. Tout au long de la guerre d'Algérie son groupe n'a non seulement pas participé au soutien du FLN, mais a prétendu justifier cette attitude par des phrases gauches sur l'action de masse, ce qui revenait à couvrir la politique du PCF qu'elle entreprend justement de dénoncer aujourd'hui. Que ce soit une telle femme et une telle « formation » qui prétendent aujourd'hui don-

Nous publions ici des extraits, trop brefs à notre avis, du discours prononcé par Fidel Castro devant les membres de la Jeunesse cubaine délégués au neuvième festival mondial de la Jeunesse. On sait que cette grande assemblée devait être réunie du 28 juillet au 7 août 1965, à Alger.

La traduction du discours a été faite à partir d'un texte anglais distribué par la délégation cubaine aux Nations Unies. Si nous ne prenons pas à notre compte la lettre de ce discours, nous en approuvons le sens général qui concorde avec nos propres analyses. Nous adresserons à ceux de nos lecteurs qui nous en feront la demande, le texte polycopié complet de ce discours.

...Ce qui se passe là-bas, en Algérie, dans ce pays qui, dans ses longues et extraordinaires années de lutte, a gagné la sympathie, la solidarité et l'aide des différentes parties du monde, est quelque chose qui dans un sens ou dans un autre nous concerne tous...

...La cible sur laquelle est dirigée la révolte du 19 juin, est en premier lieu un des éléments qui déterminent comment elle se caractérise, bien que sa description ne dépende pas seulement de la cible contre laquelle elle est dirigée, mais aussi des fins qu'elle poursuit...

Qui pourrait nier que Ben Bella était le dirigeant du peuple algérien, qui pourrait nier le rôle historique qu'il a joué dans l'indépendance de l'Algérie et dans la révolution algérienne ? Quel gouvernement, quel parti a jamais dit avant le renversement traître du président Ben Bella, que Ben Bella n'était pas un révolutionnaire, que Ben Bella n'était pas l'interprète des sentiments de l'Algérie, que Ben Bella était un traître à la révolution, ou que Ben Bella était pro-impérialiste, un réactionnaire, un conservateur, un despote ?...

... Personne, pas un gouvernement, pas un parti, n'a jamais dit que cet homme était un faux-jeton, ou un traître, ou un despote, ou un ennemi du peuple algérien.

Certains et peut-être beaucoup, et parmi eux nous-mêmes, ne doutent pas le moins du monde de l'extraordinaire bonne foi avec laquelle Ben Bella travaillait, de l'honnêteté de ses intentions et de sa position aux réunions internationales auxquelles Cuba assistait. Là, nous avons été aussi les témoins exceptionnels du fait que les positions les plus révolutionnaires étaient incarnées par Ben Bella et non point par Buteflika, le ministre des Affaires étrangères dont l'insubordination a marqué le moment culminant du renversement de Ben Bella. Il n'y a aucun doute que cet auteur intellectuel de la prise militaire du pouvoir n'est pas un révolutionnaire mais un homme de la droite, connu comme tel par le peuple algérien et par

# LE 19 JUIN JUIN

le monde entier. Un homme de la droite, un ennemi du socialisme, c'est-à-dire un ennemi de la révolution algérienne, bien que dans leur proclamation, comme dans toute proclamation d'ailleurs, un certain langage révolutionnaire ait été utilisé, non pas un langage complètement révolutionnaire, étant donné qu'il n'y a pas un mot sur les mouvements de libération nationale, ni l'aide à ceux-ci, une aide à propos de laquelle Ben Bella ne marchandait jamais, une solidarité qu'il n'a jamais refusée.

Et ce monsieur, porte-parole de la prise militaire du pouvoir, est un homme de la droite, un réactionnaire. Je crois que ces faits servent à définir une situation. A toutes ces réunions internationales, la position de Ben Bella était la plus révolutionnaire. Il est malaisé de juger et nous devons nous confiner dans le domaine des faits. Chacun pourra avoir son opinion, chacun a son propre style, et d'autres auraient probablement fait différemment les choses.

Peut-être qu'avec un peu plus d'astuce et moins d'élegance ou de noblesse, Ben Bella n'aurait pas été une victime et aurait pu prévoir le danger, ce danger que nous avons malheureusement prévu. Parce que nous avions vu qu'autour de Boumedienne il y avait une clique qui s'était rassemblée, parce que nous avions vu qu'il y avait autour de lui des officiers qui tenaient à discréditer Ben Bella. Et ici, malheureusement, en de nombreuses occasions, lorsque des délégations nous ont rendu visite, nos camarades ont vu avec peine qu'une caste militaire, manifestement influencée par des conceptions militaristes, montrait du dédain à l'égard du président algérien.

Nous n'allons naturellement pas colporter des ragots, parce que ceci était également une attitude plutôt fréquente parmi les hommes autour de Boumedienne. Je ne juge pas Boumedienne. Ne le jugeons pas pour ce qu'il a fait maintenant, pour que l'histoire puisse le juger, pour ce qu'il a fait et pour ce qu'il fera. C'est un homme taciturne, qui parle peu. Il est difficile de savoir ce qu'il pense, mais ses supporters, quand à eux, n'ont été ni silencieux, ni n'ont manqué de paroles.

Et la prise militaire du pouvoir, a malheureusement eu

lieu. Si Ben Bella avait été plus astucieux et moins ingénieux, il n'y aurait pas eu de prise militaire du pouvoir, et les masses auraient désarmé les hommes qui étaient derrière la révolte, mais ces malheureux événements ont eu lieu. Je le répète, nous ne nous fondons pas sur des exagérations, mais sur un fait connu, et ceci n'implique pas une analyse complète du travail de Ben Bella, mais sur une analyse de ses intentions, de ses caractéristiques, de sa décence et de sa noblesse de caractère, de sa bonté et de sa passion pour la Révolution et pour l'Algérie, qu'il a démontrées en maintes occasions.

Et maintenant, allons-nous, devant ces événements, ignorer toute cette histoire, tous les liens qui nous unissent à la révolution algérienne, et ses représentants les plus légitimes, pour abandonner le héros déchu parce qu'il ne gouverne plus l'Algérie, et pour essayer à tout prix de gagner le soutien de ceux qui ont conquis le pouvoir, à la pointe de leur épée. Non, parce que cela nous engageait dans l'opportunisme politique le plus répugnant.

Pouvons-nous exprimer notre soutien à la prise militaire du pouvoir ? Non, parce que dans les conditions de l'Algérie, au milieu du processus révolutionnaire, nous ne trouvons aucune justification à leur façon d'agir. Nous pourrions à la rigueur attendre, et voir si l'improbable arrive, ce qui est pratiquement impossible ; c'est-à-dire qu'après avoir usé de méthodes traîtresses et deshonorantes, ils montent plus tard, en ne laissant planer aucun doute, des intentions réellement révolutionnaires, et qu'ils montent qu'ils dirigent et qu'ils ne suivent pas la révolution algérienne.

En ce cas nous pourrions les exonérer et être tolérants pour leur grave erreur d'aujourd'hui. Parce qu'en chemin ils pourraient être capables de les réparer demain ; mais il n'est pas possible de compter là-dessus. Ce n'est pas probable, cela pourrait être possible, mais ce n'est pas probable.

Imaginons que ces messieurs soient même encore plus révolutionnaires, que la révolution algérienne leur apparaissait retardée, et qu'ils montent vouloir l'approfondir, en allant plus loin. Admettons un instant que les argu-